

Décret 96-329 du 10 Avril 1996

Décret modifiant le décret n° 65-690 du 10 août 1965 relatif au statut particulier des ingénieurs des travaux agricoles

NOR : AGRA9600363D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, du ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et du ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 65-690 du 10 août 1965 modifié relatif au statut particulier des ingénieurs des travaux agricoles ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel en date du 16 juin 1995 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

II - Dispositions transitoires.

Article 20

Par dérogation aux dispositions du 2° du premier alinéa de l'article 6 du décret du 10 août 1965 susvisé et pendant une période de cinq ans à compter de la date de publication du présent décret, le concours interne est ouvert aux seuls fonctionnaires et agents du ministère de l'agriculture ou de l'Office national des forêts justifiant de trois années de services effectifs au 1er janvier de l'année du concours.

Article 21

Jusqu'au 31 décembre 1996, et pour l'application des dispositions de l'article 9-6 du décret du 10 août 1965 susvisé, les fonctionnaires classés dans un grade provisoire de chef technicien ou un grade assimilé sont classés dans le grade d'ingénieur des travaux agricoles en prenant en compte la situation qui aurait été la leur si, au 1er août 1994, ils avaient été nommés dans le nouveau grade de chef technicien ou un grade équivalent.

Article 22

Les ingénieurs divisionnaires des travaux agricoles sont, au 1er août 1994, intégrés dans le grade d'ingénieur divisionnaire des travaux agricoles, créé par le présent décret, et reclassés conformément au tableau ci-dessous :

SITUATION ANCIENNE

SITUATION NOUVELLE

Ingénieur divisionnaire

Ingénieur divisionnaire

Echelons

Ancienneté
Echelons
Ancienneté

5e
Egale ou supérieure à 1 an.
6e
Ancienneté acquise diminuée de 1 an dans la limite de 3 ans 6 mois.
5e
Inférieure à 1 an.
5e
Ancienneté acquise majorée de 2 ans.
4e
Egale ou supérieure à 1 an 6 mois.
5e
Ancienneté acquise diminuée de 1 an 6 mois.
4e
Inférieure à 1 an 6 mois.
4e
Ancienneté acquise majorée de 1 an 6 mois.
3e
Egale ou supérieure à 1 an 6 mois.
4e
Ancienneté acquise diminuée de 1 an 6 mois.
3e
Inférieure à 1 an 6 mois.
3e
Ancienneté acquise majorée de 1 an 6 mois.
2e
Egale ou supérieure à 1 an 6 mois.
3e
Ancienneté acquise diminuée de 1 an 6 mois.
2e
Inférieure à 1 an 6 mois.
2e
Ancienneté acquise majorée de 1 an.
1er
Egale ou supérieure à 2 ans.
2e
Ancienneté acquise diminuée de 2 ans.

1er
Inférieure à 2 ans.
1er
Ancienneté acquise.

Article 23

Les préposés sanitaires principaux intégrés dans le corps des ingénieurs des travaux agricoles entre le 1er août 1994 et le 31 juillet 1995 sont classés conformément au tableau ci-dessous :

SITUATION dans le grade de préposé sanitaire principal

SITUATION NOUVELLE dans le grade d'ingénieur des travaux agricoles
Echelons
Ancienneté conservée

6e échelon
5e
Sans ancienneté.
5e échelon
4e
5/6 de l'ancienneté acquise.
4e échelon
3e
1/2 de l'ancienneté acquise, majoré de 1 an.
3e échelon
3e
1/3 de l'ancienneté acquise.
2e échelon
2e
1/2 de l'ancienneté acquise.
1er échelon
1er
2/5 de l'ancienneté acquise.

Article 24

Les représentants à la commission administrative paritaire du grade d'ingénieur divisionnaire des travaux agricoles sont maintenus en fonctions. Ils exercent les compétences des représentants du grade d'ingénieur divisionnaire des travaux agricoles, créé par le présent décret, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Article 25

Pour l'application des dispositions de l'article L 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, les assimilations prévues pour fixer les nouveaux indices de traitement mentionnés à l'article L 15 dudit code seront faites conformément au tableau ci-dessous :

ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
Ingénieur divisionnaire	Ingénieur divisionnaire

5e échelon	Ancienneté égale ou supérieure à 1 an 6e échelon
	Ancienneté inférieure à 1 an 5e échelon
4e échelon	Ancienneté égale ou supérieure à 1 an 6 mois 5e échelon
	Ancienneté inférieure à 1 an 6 mois 4e échelon
3e échelon	Ancienneté égale ou supérieure à 1 an 6 mois 4e échelon
	Ancienneté inférieure à 1 an 6 mois 3e échelon

2e échelon
Ancienneté égale ou supérieure à 1 an 6 mois 3e échelon
Ancienneté inférieure à 1 an 6 mois 2e échelon
1er échelon
Ancienneté égale ou supérieure à 2 ans 2e échelon
Ancienneté inférieure à 2 ans 1er échelon

Les pensions des ingénieurs divisionnaires des travaux agricoles, retraités avant le 1er août 1994, ou celles de leurs ayants cause seront révisées à compter de cette même date, conformément aux dispositions ci-dessus.

Article 26

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prend effet au 1er août 1994 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Alain Juppé

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'agriculture, de la pêche
et de l'alimentation,
Philippe Vasseur

Le ministre de l'économie et des finances,
Jean Arthuis

Le ministre de la fonction publique,
de la réforme de l'Etat et de la décentralisation,
Dominique Perben

Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,
Alain Lamassoure